



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violence à Marseille

Question au Gouvernement n° 900

Texte de la question

VIOLENCES À MARSEILLE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Boyer, pour le groupe Les Républicains.

Mme Valérie Boyer. Monsieur le Premier ministre, ce lundi, en plein jour, un commando lourdement armé a fait irruption au cœur du quartier de la Busserine, à Marseille. Des tirs ont retenti. Un homme aurait été enlevé et un habitant blessé. Nos policiers, auxquels je rends un hommage appuyé pour leur sang-froid et leur professionnalisme, ont été mis en joue.

Chômage, communautarisme, insécurité : telle est la triste réalité d'une France abandonnée aux mains de la voyoucratie et d'une Macronie dépassée. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Une députée du groupe LaREM . Ça dure depuis plus de vingt ans !

Mme Valérie Boyer. Ce ne sont pas un énième discours victimaire, un nouveau plan banlieue ou la police du quotidien qui feront taire les kalachnikovs d'une voyoucratie qui n'a pas peur. Donnez à nos forces de l'ordre les moyens d'agir ! Investissez dans les moyens techniques afin de mieux lutter contre le terrorisme et la criminalité !

M. Christophe Euzet. C'est vous qui les avez privés de moyens !

Mme Valérie Boyer. Assurez une réelle application des peines ! Soyez toujours du côté de ceux qui nous protègent ! Mettez fin à ces zones d'un autre droit, cette « contre-société », pour reprendre les termes d'Élisabeth Badinter, où règnent mafia, islam radical et communautarisme ! Cessez d'opposer les Français entre eux – la ville contre la campagne et la campagne contre la banlieue !

Pourtant, hier, le Président de la République a désavoué Jean-Louis Borloo pour accorder sa confiance à Yassine Belattar, celui qui considère que les crimes terroristes s'assimilent à de simples « galipettes » ou que les exactions du djihad se comparent à une fête d'anniversaire.

Le communautarisme est ici alimenté directement par le Président de la République, qui reprend à son compte le vocabulaire et la vision racisés des Indigènes de la République, stigmatisant les « mâles blancs ».

Mme Zivka Park. C'est honteux !

Mme Valérie Boyer. Concrètement, monsieur le Premier ministre, pensez-vous qu'on peut améliorer la sécurité des Français en fracturant ainsi l'unité nationale ?

Tout le sens de mon engagement politique repose sur le fait qu'on ne peut réduire les Français à leur origine, leur sexe ou leur couleur de peau – et je ne doute pas que c'est aussi celui du vôtre, mes chers collègues. Alors, monsieur le Premier ministre, allez-vous répondre à une élue de la République, à une Française ou à une femelle blanche ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Plusieurs députés du groupe LR . Joker ! Joker !

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur . Madame la députée, vous me permettez tout d'abord de ne pas partager exactement votre vocabulaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM ainsi que sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.*) Pour le ministre de l'intérieur, il n'y a qu'une séparation : entre ceux qui respectent le droit et ceux qui ne le respectent pas. (Mêmes mouvements.)

Dans les quartiers de Marseille, depuis trop longtemps, on ne respecte pas le droit. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. Stéphane Le Foll. Mais ça va changer !

M. Jean-Paul Lecoq et M. Stéphane Peu . Qui, dans ces quartiers ?

M. Pierre Cordier. Ça fait un an que vous êtes aux affaires !

M. Gérard Collomb, ministre d'État . Nous avons réalisé depuis l'an dernier, avec le nouveau directeur de la DGSJ, certains progrès.

M. Pierre Cordier. Insuffisants !

M. Gérard Collomb, ministre d'État . Dans le quartier de la Busserine, en 2017, trente et une affaires de stupéfiants ont été menées. Pour les quatre premiers mois de 2018, les résultats sont en progression : on compte d'ores et déjà douze affaires.

L'après-midi suivant les attaques ayant visé des policiers dans le quartier de La Busserine, nous y avons envoyé une compagnie de CRS supplémentaire. Nous nous apprêtons à en envoyer une autre, car toujours, dans ce quartier comme dans les autres, force doit rester à la loi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 900

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mai 2018](#)